

**Point de presse du porte-parole
adjoint - République
tchèque/Entretien de Mme Nathalie
Loiseau avec M. Ales Chmelar,
secrétaire d'État tchèque aux
affaires européennes - Ukraine -
Espagne**
(Paris, 21 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - République tchèque - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Ales Chmelar, secrétaire d'État tchèque aux affaires européennes (Paris, 21 septembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui son homologue tchèque, M. Ales Chmelar.

Ils évoqueront l'avenir de l'Union européenne, en particulier la mise en place d'une Europe qui protège mieux ses citoyens, conformément aux appels lancés par le président de la République et le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker.

Les ministres échangeront sur les grandes questions d'actualité européenne, dont la révision de la directive relative au détachement des travailleurs.

Ils feront également le point sur la relation franco-tchèque, dans la perspective du renouvellement du plan d'action de notre partenariat stratégique.

2 - Ukraine

Q - Une «représentation» de la République autoproclamée de Donetsk doit être inaugurée le 25 septembre à Marseille. Dans quelle mesure une telle représentation est-elle légale sachant que cette entité n'est pas reconnue par la France ? Le Quai d'Orsay peut-il et va-t-il demander sa fermeture ?

R - L'entité à laquelle vous vous référez (dite «centre de représentation en France de la République populaire de Donetsk») est enregistrée en tant qu'association au titre de la loi de 1901, ce qui ne nécessite pas d'autorisation préalable. Les autorités françaises n'accordent aucune reconnaissance officielle à cette association, qui ne dispose pas d'un statut

diplomatique et ne saurait bénéficier des privilèges et immunités associés.

Notre position est constante : la France est attachée à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues et au plein rétablissement de sa souveraineté ; elle ne reconnaît pas les entités séparatistes de certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk, avec lesquelles nous n'avons pas de relations.

Estimant que l'objet de l'association est illicite, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a par conséquent transmis des éléments au procureur de la République.

La France est engagée, aux côtés de l'Allemagne, dans le cadre du format «Normandie» pour trouver une solution politique pacifique et durable à la crise.

3 - Espagne

Q - Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a-t-il reçu un courrier de la délégation de la Catalogne à Paris concernant la déclaration institutionnelle du président catalan, Carles Puigdemont ? Si c'est le cas, quelle est la réaction du ministère ?

R - Nous n'avons pas reçu à ce stade le courrier auquel vous faites référence.

Sur le fond, comme nous l'avons déjà indiqué le 9 juin dernier, cette question relève de la politique intérieure de l'Espagne, dans laquelle la France n'a pas vocation à s'immiscer. Elle doit être réglée dans le respect du cadre constitutionnel espagnol.

Les peuples français et espagnol sont unis par des liens de proximité particulièrement anciens et étroits. La France et l'Espagne, pays alliés et amis, entretiennent depuis de nombreuses années une coopération d'une densité et d'une qualité exceptionnelles, notamment dans le domaine prioritaire de la sécurité intérieure. À l'heure où l'esprit d'unité et de solidarité doit plus que jamais nous guider dans la relance du projet européen, les autorités françaises rappellent leur attachement à une Espagne forte et unie./.